

REPUBLIQUE FRANCAISE
ARRONDISSEMENT ET CANTON DE LA REGION LIMOUXINE
DEPARTEMENT DE L'AUDE
COMMUNE DE LIMOUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
AUTORISATION DE VOIRIE

AR-PM-11-206-2022-0358

Domaine : Libertés publiques et pouvoirs de police

Sous Domaine : Police Municipale

Nous, Maire de la Commune de LIMOUX

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Vu mon arrêté en date du 5 Novembre 2020, portant délégation de signature.

Vu l'Article L 2122-18, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la Décision du Maire n°11-206-2021-0232 relative aux Tarifs 2022 des Droits de Place conformément à la Délibération du Conseil Municipal en date du 9 Juillet 2020 reçue en Préfecture de l'Aude le 20 Juillet 2020 ayant pour objet – pouvoirs du Maire – délégation du Conseil Municipal – Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la demande de l'Entreprise de Déménagements CDGV qui sollicite l'autorisation de stationner un camion au droit des immeubles sis 7, 9 et 11 rue Blanquerie à LIMOUX le Lundi 18 Juillet 2022.

Considérant qu'afin de sécuriser le déménagement de l'immeuble sis 11 rue Albert Papon à LIMOUX, l'Entreprise de Déménagements CDGV s'engage à observer les dispositions réglementaires de sécurité quant au déménagement et à la Circulation des piétons et des véhicules.

- ARRETONS -

Article Premier : A l'occasion du déménagement effectué par l'Entreprise de Déménagements CDGV dont le siège social est situé Les Milles – 340 rue Jean Perrin – 13290 AIX EN PROVENCE, cette dernière est autorisée à stationner un camion au droit des immeubles sis 7, 9 et 11 rue Blanquerie à LIMOUX, le Lundi 18 Juillet 2022 de 8 heures à 18 heures.

Article 2: La signalisation du déménagement devra être assurée par l'Entreprise de Déménagements CDGV qui demeure responsable de tout accident occasionné par le fait du Stationnement du camion et notamment en ce qui concerne la Circulation des piétons et des véhicules.

Article 3 : Toute infraction ou extension aux dispositions et conditions prescrites au présent, sera poursuivie comme contravention aux lois et règlements en la matière.

Article 4 : L'Entreprise de Déménagements CDGV sera tenue d'acquitter le droit de voirie sur la base du tarif établi par décision du Maire.

Article 5 : Messieurs les Agents de la Police Municipale, Monsieur l'Adjudant-Chef Commandant la Communauté des Brigades de Gendarmerie de LIMOUX et SAINT-HILAIRE et l'Entreprise de Déménagements CDGV sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en MAIRIE, LIMOUX le 7 Juillet 2022
Pour le MAIRE et par délégation



L'Adjoint au Maire,

Pierre ROUQUAIROL